

Cote du document: EB/107/Rev.1
Date: 10 avril 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Procès-verbal de la cent septième session du Conseil d'administration

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Paolo Ciocca
Secrétaire du FIDA
téléphone: +39 06 5459 2254
courriel: p.ciocca@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Table des matières

Chapitre	Paragraphe	Page
I. Introduction	1-2	1
II. Ouverture de la session	3-11	1-2
III. Décisions du Conseil d'administration		
A. Adoption de l'ordre du jour	12-16	2-3
B. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2013; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2013 et plan indicatif pour 2014-2015 d'IOE; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAEP	17-35	3-5
C. Appui à la gouvernance du FIDA: mesures et plan de mise en œuvre pour accroître l'efficacité	36-42	5-6
D. Évaluation	43-58	6-9
E. Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)	59-61	9
F. Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP)	62-65	9-10
G. Ressources disponibles pour engagement	66	10
H. Propositions de projet/programme présentées au Conseil d'administration	67	11-12
I. Don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de Making Cents International pour le programme Transposition à plus grande échelle des interventions du FIDA visant à favoriser l'emploi des jeunes en milieu rural, dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord	68	13
J. Proposition de révision de dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI	69	13
K. Rapport de situation du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire	70	13
L. Activités prévues au titre des projets 2012-2015	71	13
M. Questions financières	72-86	14-15
N. Modalité d'hébergement du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	87-88	15

O.	Trente-sixième session du Conseil des gouverneurs	89-91	16
P.	Changement et réforme	92-94	16
Q.	Questions diverses	95-102	16-18
R.	Clôture de la session	103	18

Annexes**Page**

I.	Délégations à la cent septième session du Conseil d'administration	19
II.	Liste des documents dont a été saisi le Conseil d'administration à sa cent septième session	32
III.	Ordre du jour	36

Procès-verbal de la cent septième session du Conseil d'administration

I. Introduction

1. La cent septième session du Conseil d'administration s'est tenue à Rome les 12 et 13 décembre 2012. La liste des délégations figure à l'annexe I.
2. Le Conseil d'administration est saisi des documents énumérés à l'annexe II.

II. Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)

3. Ouvrant la cent septième session du Conseil d'administration, le Président Kanayo F. Nwanze souhaite la bienvenue aux nouveaux représentants du Bangladesh, du Koweït et de la Suède, ainsi qu'aux représentants de l'Angola, du Brésil et de la Norvège, qui participent pour la première fois au Conseil.
4. Après un résumé succinct de la dernière session du Conseil, le Président informe les représentants des réalisations accomplies par le FIDA depuis lors. Parmi les manifestations de haut niveau auxquelles le FIDA a participé, à citer notamment l'Assemblée générale des Nations Unies à New York; le Forum de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique à Arusha (République-Unie de Tanzanie); la deuxième Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement à Punta del Este (Uruguay); les réunions annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Tokyo (Japon); le Global Agenda Council sur la sécurité alimentaire et la nutrition et le Forum économique mondial à Dubai; la réunion du Conseil du Programme national de sécurité alimentaire au Qatar et la huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP18) à Doha; ainsi que plusieurs missions bilatérales.
5. Le Président souligne que le FIDA est parvenu à gérer avec succès un ample programme de prêts et de dons et à en garantir le cofinancement. Il met l'accent sur le niveau record de décaissement grâce auquel les activités du FIDA dans les pays ont pu être multipliées par quatre depuis 2007. Le laps de temps entre la date d'approbation des projets et le premier décaissement a également diminué, du fait notamment du recours toujours plus fréquent du FIDA à la supervision directe. Cette tendance devrait se consolider avec l'élargissement de la présence du FIDA dans les pays – à l'heure actuelle, 15% du personnel du FIDA est détaché sur le terrain – et la mise en place du nouveau système prêts et dons.
6. Abordant ensuite les questions relatives à la gestion des ressources humaines, le Président met l'accent sur plusieurs aspects positifs, notamment le pourcentage accru de femmes dans la catégorie des cadres. Le Conseil est informé de la hausse de l'indice d'engagement du personnel du FIDA et des mesures envisagées, en consultation avec le personnel, afin de résoudre les problèmes recensés à l'occasion de l'enquête menée auprès du personnel.
7. Pour clore ses observations concernant les résultats obtenus par le Fonds durant la période couverte par la huitième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA8), le Président note que, malgré la conjoncture économique difficile de 2012, le rendement du portefeuille de placements du FIDA s'est établi à 3%, conformément aux prévisions.
8. Concernant la neuvième reconstitution des ressources du FIDA, le Président informe le Conseil que les annonces de contribution reçues à ce jour représentent déjà 94,2% de l'objectif fixé – 1,5 milliard d'USD – y compris 335 millions d'USD au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne. Avec le cofinancement, le programme de travail du Fonds durant la période de FIDA9 devrait atteindre 7,2 milliards d'USD; ce qui signifie, pour chaque dollar versé au FIDA par ses États membres, 5 USD mobilisés au profit des ruraux pauvres.

9. Le Président donne un aperçu de la collaboration, d'ordre stratégique et administratif, avec les organisations partenaires ayant leur siège à Rome et informe le Conseil que des accords de partenariat ont été noués avec l'Agence française de développement et le Fonds du Koweït et que des accords sont sur le point d'être conclus avec la Suisse, la Banque asiatique de développement et, éventuellement, la Banque européenne d'investissement.
10. Après avoir brièvement présenté les grands thèmes que le Conseil abordera durant la session, le Président présente la nouvelle directrice pour la région Asie et Pacifique.
11. Sur la question de l'adhésion au FIDA, le Président informe le Conseil que la procédure d'admission de l'Estonie est conclue et note que le Conseil s'apprête à examiner les demandes d'adhésion présentées par les Tuvalu et par la République de Vanuatu. Le Conseil se félicite des informations actualisées qui lui sont communiquées concernant la ré-adhésion de l'Australie et prend acte de l'état d'avancement de la demande présentée par la Russie. Le Président informe également le Conseil que l'Ukraine et la Biélorussie ont manifesté leur intérêt à devenir membres du FIDA.

III. Décisions du Conseil d'administration

A. Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

12. Le Conseil d'administration adopte l'ordre du jour tel que proposé dans le document EB 2012/107/R.1/Rev.1 et modifié sur la base des amendements convenus par le Conseil (à paraître sous la cote EB 2012/107/R.1/Rev.2). Il prend également note du calendrier de travail tel qu'il est exposé dans le document EB 2012/107/R.1/Rev.1/ Add.1/Rev.1.
13. Les modifications comportent l'adjonction des points ci-après:
 - a) la présentation, par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, d'un certain nombre de conclusions issues de l'évaluation au niveau de l'institution (ENI) concernant l'efficience;
 - b) les changements qu'il est proposé d'apporter au procès-verbal de la séance à huis clos tenue lors de la cent sixième session du Conseil d'administration; et
 - c) les changements qu'il est proposé d'apporter au procès-verbal de la cent sixième session du Conseil d'administration.
14. Le Conseil d'administration approuve également la suppression des points ci-après:
 - a) le Projet de convergence sur le renforcement des filières en faveur de la croissance et de l'autonomisation du milieu rural aux Philippines; et
 - b) le Mémoire du Président concernant le prêt et le don supplémentaires pour le Programme de microfinance rurale au Mali.
15. À la demande de la Liste A, le Conseil décide d'inscrire à l'ordre du jour de sa cent huitième session, en avril 2013, pour examen et approbation, le point concernant le Mémoire d'accord relatif à la création d'un partenariat stratégique entre l'Union européenne et le FIDA.
16. Par ailleurs, le Conseil, faisant suite à une demande, convient d'autoriser à titre provisoire le représentant de l'Australie à suivre les délibérations du Conseil d'administration depuis la salle d'écoute et à assister aux réunions à venir des Comités de l'évaluation et d'audit en qualité d'observateur sans droit de parole. Dans une perspective à plus long terme, le Conseil décide également de soumettre cette question aux Coordonnateurs et amis afin que ceux-ci envisagent l'adoption du principe selon lequel les pays dont la procédure

d'adhésion au Fonds est en bonne voie seraient autorisés à suivre les délibérations des organes directeurs du FIDA, en qualité d'observateurs sans droit de parole et pour un laps de temps précis.

B. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2013; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2013 et plan indicatif pour 2014-2015 d'IOE; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAFF (point 3 de l'ordre du jour)

17. Le Conseil d'administration examine le Programme de travail et les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2013; le programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2013 et le plan indicatif pour 2014-2015 d'IOE; et les rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAFF (EB 2012/107/R.2 + Add.1 + Add.2), ainsi que le rapport du Comité d'audit y afférent (EB 2012/107/R.3).
18. Le Conseil d'administration prend note des synthèses présentées respectivement sur ce point par les présidents du Comité d'audit et du Comité de l'évaluation. Le niveau proposé pour le programme de prêts et dons du FIDA pour 2013 – 1,066 milliard d'USD – et le budget ordinaire y relatif – 144,14 millions d'USD –, soit une croissance nominale zéro, reçoivent un accueil très favorable.
19. Le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) pour 2013, soit 6,01 millions d'USD, et le programme de travail pour 2013 ainsi que le plan indicatif pour 2014-2015 sont eux aussi accueillis très favorablement.
20. En réponse aux demandes concernant la hausse prévue des traitements et la levée du gel des traitements du personnel des services généraux, il est précisé que l'allocation destinée à la hausse des traitements du personnel du cadre organique ne sera utilisée que dans l'hypothèse où la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) recommandait, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, une hausse en ce sens. Quant à l'application d'une hausse rétroactive des traitements du personnel des services généraux, la direction précise que cette décision a été prise afin de garantir l'égalité entre le personnel des trois organisations ayant leur siège à Rome. Cela vaut également pour la baisse de 9,2% recommandée par la CFPI, qui sera appliquée au personnel nouvellement recruté à partir du 1^{er} janvier 2013, de manière coordonnée, par les trois organisations ayant leur siège à Rome. Par la suite, les traitements du personnel auquel s'applique le barème actuel seraient gelés jusqu'à ce que les deux barèmes soient au même niveau. Il est rappelé que l'enquête de la CFPI sur les traitements des services généraux à Rome a été menée un an plus tôt que prévu, sur insistance du FIDA.
21. Des précisions sont demandées quant aux raisons à l'origine de l'augmentation des ressources allouées au Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources. La direction rappelle l'engagement pris au titre de FIDA9, à savoir mobiliser activement des ressources supplémentaires pour le Fonds, tant auprès de sources traditionnelles que novatrices, et précise que l'augmentation est due en partie au transfert d'un certain nombre de postes existants, du budget des fonds supplémentaires sur le budget ordinaire du FIDA.
22. Le Conseil se félicite que la direction lui garantisse que le budget proposé signifie, grâce à une réaffectation plus rationnelle des fonctions au sein des départements du FIDA, un renforcement du Département gestion des programmes, et accueille favorablement les précisions fournies à propos du ratio d'efficience administrative.
23. En réponse à des demandes d'informations complémentaires concernant le budget du FIDA relatif aux voyages, le Conseil est informé que l'augmentation du budget en question est en partie due au fait que le personnel du FIDA effectue désormais des voyages auparavant effectués par des consultants et que les voyages du personnel du FIDA sont pris en compte dans la rubrique frais de voyage alors que les voyages des consultants sont pris en compte dans la rubrique frais relatifs aux

consultants. Rappelant les délibérations du Comité d'audit sur ce point, les membres de la Liste A insistent pour qu'un document sur la politique du FIDA concernant les voyages soit présenté à la prochaine session du Comité d'audit, tenant compte des changements en cours auprès des organisations partenaires du FIDA dont le siège est à Rome. La participation du FIDA à l'appel d'offres relatif aux voyages lancé par lesdites organisations est accueillie favorablement.

24. Soulignant l'importance croissante des fonds supplémentaires, les représentants souhaitent en savoir davantage sur la manière dont ils sont utilisés. Sur cette question, le représentant du Cameroun demande que le Comité d'audit examine la question de la budgétisation et de la communication d'informations relatives aux commissions appliquées à ces fonds.
25. En réponse à une question connexe, la direction précise que les postes financés grâce aux fonds supplémentaires sont conformes à la politique du FIDA en matière de ressources humaines et qu'ils sont gérés de manière à avoir la même durée que le financement supplémentaire concerné.
26. En réponse à une question concernant le coût du Conseil des gouverneurs du FIDA, la direction souligne que, compte tenu de la nature multidisciplinaire des sessions du Conseil des gouverneurs, c'est l'organisation tout entière qui en assume le coût et que, comme cela est le cas depuis 2010, un compte budgétaire consolidé a été préparé pour cet événement. Le coût global du Conseil des gouverneurs de 2013 devrait s'élever à 0,85 million d'USD, ce qui représente une diminution notable par rapport aux années antérieures. La direction rappelle que la contribution importante octroyée chaque année par l'Italie permet de couvrir une partie des coûts.
27. En réponse aux demandes avancées concernant le lien entre le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne, la direction précise que ces deux instruments permettent d'allouer et de répartir des fonds sur la base de deux séries de critères différents et, par conséquent, n'ont aucun lien entre eux. Les membres sont encouragés à participer aux réunions du groupe de travail sur le SAFP, qui ont permis d'améliorer la méthodologie utilisée pour les notes de performance.
28. Rappelant l'évaluation de la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et notant la demande d'informations complémentaires sur la présentation des dépenses et l'allocation des ressources en faveur de la parité hommes-femmes, le Conseil demande à la direction de passer en revue les enseignements tirés de l'expérience d'autres organisations du système des Nations Unies et d'institutions financières internationales et de voir comment appliquer les résultats de cette étude à la présentation du prochain budget. La direction fournit également des précisions quant à l'approche stratégique adoptée par le Fonds s'agissant du programme de dons afin de réduire le nombre de dons et, partant, promouvoir une utilisation plus efficiente des ressources. En 2013, la réduction qu'il est prévu d'appliquer au nombre de dons accordés au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) est en partie due à la composition du programme de prêts et de dons ainsi qu'au fait que certains pays ne rempliront plus les conditions requises pour pouvoir bénéficier des financements octroyés au titre du CSD. En ce qui concerne les ressources du FIDA acheminées par le biais de l'Initiative PPTE, les États membres sont encouragés à faire des contributions afin de réduire l'impact, sur le FIDA, du financement d'un tiers de la remise de dette.
29. Les membres de la Liste A souhaitent que, à l'avenir, les propositions de budget d'IOE traduisent de manière plus explicite le lien entre les dépenses et les résultats; que des informations plus détaillées soient fournies quant à la ventilation des coûts budgétisés, y compris les coûts relatifs aux consultants; et que les dépenses effectives soient présentées avec plus de clarté. Par ailleurs, IOE est invité à revoir le budget de l'année à venir sur la base d'une évaluation critique des besoins et non du seul budget actuel.

30. Face aux inquiétudes exprimées, le Conseil d'administration reçoit l'assurance qu'IOE dispose du personnel et des capacités nécessaires pour réaliser les évaluations de l'impact proposées dans le programme de travail. Un projet de document d'orientation illustrant la méthodologie, la portée et les besoins en ressources des évaluations de l'impact à réaliser en 2013 sera présenté au Comité de l'évaluation en avril prochain.
31. Le Conseil prend acte de la proposition avancée par IOE, à savoir que l'ENI concernant le financement sous forme de dons soit réalisée avant celle relative à la concertation sur les politiques.
32. Le Conseil d'administration approuve les recommandations et les résolutions figurant dans le document concernant:
 - a) le programme de travail du FIDA pour 2013;
 - b) la présentation, pour approbation, à la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs, du budget administratif comprenant, premièrement, le budget ordinaire du FIDA pour 2013; deuxièmement, le budget d'investissement du FIDA pour 2013; et troisièmement, le budget d'IOE;
 - c) les compléments qu'il est proposé d'apporter à la contribution du FIDA à la réduction de la dette de la République de Côte d'Ivoire et de la République de Guinée;
 - d) la présentation à la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs, pour information, du contenu du rapport de situation sur la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés; et
 - e) la présentation à la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs, pour information, d'un rapport de situation sur la mise en œuvre du SAEP.
33. La représentante des États-Unis d'Amérique demande que soit inscrite au procès-verbal de la réunion l'abstention de son pays sur le budget ordinaire du FIDA, vu que la proposition de budget contient une hausse rétroactive des traitements du personnel des services généraux malgré la conjoncture financière difficile.
34. Concernant la proposition de budget ordinaire, dans laquelle est envisagée une hausse rétroactive des traitements du personnel des services généraux, le représentant du Mexique informe le Conseil d'administration que son gouvernement applique une stricte politique d'austérité, avec notamment l'adoption de mesures importantes visant à maîtriser les dépenses publiques. Il se réfère à cet égard à la réduction de 5% des traitements des hauts fonctionnaires mise récemment à exécution par le Gouvernement mexicain ainsi qu'à la nécessité, pour les organisations du système des Nations Unies, dont le FIDA, d'envisager à l'avenir l'adoption de mesures similaires afin de maintenir leurs dépenses à un niveau élevé d'efficacité.
35. Bien qu'appuyant le budget, la représentante de la République bolivarienne du Venezuela fait part de l'opposition de son pays à toute réduction des dépenses relatives au groupe 4, en particulier concernant les services de traduction, compte tenu de l'importance cruciale du multilinguisme au FIDA, garantie de la pleine participation de tous les États membres aux activités des organes directeurs du Fonds.

C. Appui à la gouvernance du FIDA: mesures et plan de mise en œuvre pour accroître l'efficacité (point 4 de l'ordre du jour)

36. Le Conseil d'administration se penche ensuite sur le document EB 2012/107/R.4 afin d'examiner, conformément aux recommandations de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) et suite aux discussions qui se sont déroulées à l'occasion de la cent sixième session du Conseil d'administration, la possibilité de réduire les coûts liés à l'appui à la gouvernance du FIDA.

37. À l'issue d'un débat animé, les membres du Conseil se déclarent en faveur d'une réduction de la longueur des documents, à condition que ce ne soit pas au détriment de leur contenu.
38. Plusieurs représentants insistent sur le fait que, pour garantir une participation équitable de tous les représentants des États membres, il est essentiel de maintenir le principe du multilinguisme au FIDA, et s'opposent donc à une quelconque réduction des services de traduction ou d'interprétation. À cet égard, il est noté qu'il serait intéressant d'explorer la possibilité d'un financement complémentaire en appui au maintien du multilinguisme ou encore la possibilité d'affecter les gains d'efficacité réalisés au niveau de l'institution aux services de traduction et d'interprétation.
39. En ce qui concerne les visites des représentants des États membres sur le terrain, leur importance est réitérée, dans la mesure où elles permettent au Conseil de s'acquitter de ses fonctions. Cette question sera abordée dans les rapports du Comité de l'évaluation, vu les délibérations du Comité en ce sens lors de sa soixante-quatorzième session.
40. Le Conseil donne donc son aval à l'adoption des mesures ci-après, afin de pouvoir atteindre les objectifs fixés pour FIDA9 concernant la portion du groupe 4 qui a trait aux activités du Bureau du Secrétaire:
 - a) limitation de la longueur des documents, comme il est indiqué au paragraphe 7 a), alinéas i) à x) du document EB 2012/107/R.4, tout en maintenant leur qualité; et
 - b) suspension, à titre expérimental, de la traduction des documents d'information et des annexes, étant entendu que les représentants devront être préalablement informés des documents concernés par cette mesure.
41. À la session de décembre 2013, la direction présentera au Conseil d'administration un examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures adoptées jusqu'alors afin que le Conseil puisse, le cas échéant, adopter d'autres mesures.
42. La Sous-Liste C3 et la République bolivarienne du Venezuela indiquent qu'elles ne partagent pas la décision prise concernant l'interruption de la traduction des documents présentés pour information et des annexes, mais se joignent quand même au consensus.

D. Évaluation (point 5 de l'ordre du jour)

a) Évaluation au niveau de l'institution sur l'efficacité – quelques constatations

43. Un aperçu des principales conclusions tirées à ce jour de l'ENI sur l'efficacité institutionnelle du FIDA et sur l'efficacité des opérations financées par le Fonds est présenté au Conseil, accompagné de la synthèse, par le président du Comité de l'évaluation, des travaux du Comité sur ce thème.
44. Rappelant l'importance que revêt cette évaluation, les représentants se félicitent de cette mise à jour, en soulignant sa pertinence également pour les institutions bilatérales et en exprimant le vœu que le rapport final contienne des recommandations précises susceptibles d'être appliquées de manière systématique. La Liste A manifeste le regret de n'avoir reçu le rapport final que tardivement et réitère sa demande pour que la réponse de la direction, exprimée oralement à la soixante-quatorzième session du Comité de l'évaluation, soit distribuée par écrit. La direction accède à cette requête (voir le document EB 2012/107/C.R.P.1).
45. Le Conseil d'administration est informé des prochaines étapes envisagées par IOE, à savoir:
 - a) 7 janvier 2013 – transmission de la version provisoire du rapport final à la direction;
 - b) début février – réception des observations formulées par la direction;

- c) début à fin février – finalisation du rapport sur la base des observations formulées par la direction;
 - d) fin février/début mars – présentation du rapport aux représentants au Conseil d'administration et au Bureau du Secrétaire pour traduction; et
 - e) avril 2013 – discussion de l'ENI et de la réponse de la direction avec le Comité de l'évaluation dans un premier temps, puis à la cent huitième session du Conseil d'administration.
46. La Liste A convient que, vu que les États membres souhaitent recevoir un rapport solide assorti de recommandations précises en vue d'améliorer l'efficacité du FIDA, la version finale de ce rapport sera distribuée aux représentants au Conseil fin février ou début mars. La demande d'avis juridique en ce sens est toutefois rappelée, avis dûment distribué au Conseil d'administration pour information (voir le document EB 2012/107/R.53).
47. En relation avec l'avis juridique, la Liste A déclare que, même si elle accepte la marche à suivre convenue pour ce qui est de la distribution du rapport de l'ENI, il lui semble qu'il ressort de l'avis juridique que, aux termes du paragraphe 52 de la Politique révisée du FIDA en matière d'évaluation, le Comité de l'évaluation et le Conseil d'administration sont habilités à demander et à recevoir copie du rapport provisoire. La représentante des États-Unis fait observer que son pays a une position différente de celle des autres pays de la Liste A dans la mesure où il encourage l'adoption de la bonne pratique en vigueur dans les autres banques multilatérales de développement, autorisant la direction à formuler ses observations concernant les rapports avant que ceux-ci ne soient distribués. La direction note par ailleurs que son interprétation de l'avis juridique diffère de celle figurant dans la déclaration de la Liste A.
- b) Rapports du président du Comité de l'évaluation**
- i) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la soixante-treizième session**
 - ii) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la soixante-quatorzième session**
48. Le Conseil d'administration examine les rapports du président du Comité de l'évaluation sur les soixante-treizième et soixante-quatorzième sessions (EB 2012/107/R.5 et EB 2012/107/R.6) et prend note des informations qui y sont contenues.
49. Le président du Comité de l'évaluation fournit notamment au Conseil des informations actualisées sur le processus de sélection du directeur d'IOE. À cet égard, le Conseil est informé de la nomination, en qualité d'experts indépendants au sein de la Commission de recrutement, de M. Indran Naidoo, Directeur du Bureau de l'évaluation du Programme des Nations Unies pour le développement et de Mme Caroline Heider, Directrice générale du Groupe de l'évaluation indépendante de la Banque mondiale, ainsi que de la nomination de M. Jostein Leiro, Ambassadeur de Norvège, à la fonction de président de ladite Commission. L'avis de vacance de poste correspondant a été publié et la date limite de présentation des candidatures a été fixée au 9 janvier 2013. Après cette date, la Commission de recrutement prévoit de terminer ses travaux, conformément aux dispositions de la Politique révisée du FIDA en matière d'évaluation, et de présenter son rapport au Comité de l'évaluation avant de soumettre sa recommandation finale au Conseil d'administration en avril 2013.
50. En relation avec les délibérations du Comité de l'évaluation sur la question des visites de pays, le Conseil accueille favorablement les propositions du Comité concernant la structure future de ces visites, modifiée comme suit à la lumière des délibérations du Conseil:

- i) il appartiendra désormais au Conseil de choisir la destination des visites;
 - ii) les visites de pays seront effectuées par neuf membres: quatre de la Liste A, deux de la Liste B et trois de la Liste C;
 - iii) les membres du Conseil d'administration qui ne sont pas membres du Comité de l'évaluation pourront y participer;
 - iv) il appartiendra aux listes de choisir, pour chaque liste, la personne qui participera;
 - v) les visites seront entièrement financées par le FIDA et des efforts seront faits afin de contenir les coûts autant que possible;
 - vi) trois autres membres, au maximum, du Conseil d'administration qui ne sont pas membres du Comité de l'évaluation pourront prendre part aux visites de pays, à leurs frais.
51. Les nouvelles règles mentionnées ci-dessus prendront effet à partir de 2014. Elles n'affecteront en rien le voyage au Viet Nam que le Comité de l'évaluation envisage de faire en 2013. D'une manière générale, le Conseil encourage par ailleurs tous ceux qui peuvent se le permettre à participer, à leurs frais et chaque fois que cela est possible, aux visites de pays. Tous les représentants sont par ailleurs invités à visiter les projets financés par le FIDA à l'occasion de leurs propres déplacements.
- c) Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI)**
52. Le Conseil d'administration examine le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) ainsi que la réponse apportée par la direction (documents EB 2012/107/R.7 + Add.1). Il prend note des informations contenues dans le rapport, dont il salue la qualité, et se félicite des bons résultats d'ensemble obtenus et des améliorations survenues au FIDA au cours des dernières années, tout en notant que la durabilité, l'efficacité des projets, la concertation sur les politiques et surtout la performance doivent encore être améliorées dans les États fragiles. Sur le dernier point, la Liste A encourage la direction à élaborer des solutions possibles pour apporter d'éventuelles modifications au programme en vue d'améliorer le taux de réussite obtenu par le FIDA dans les États fragiles. La direction s'engage à prendre en ce sens des mesures plus proactives et à en informer le Conseil.
53. Le Conseil d'administration donne son aval aux recommandations figurant dans le RARI et invite IOE à inclure des recommandations stratégiques dans les versions futures du document et à fournir plus de détails, dans le rapport principal, sur les méthodologies utilisées pour mesurer la performance et les résultats obtenus.
54. Le Conseil encourage IOE à assister les gouvernements dans le renforcement de leurs capacités en matière d'évaluation. IOE précise qu'il s'agit là de l'une des priorités inscrites au programme de travail pour 2013, mais que l'appui offert sera fonction des ressources dont il disposera.
55. Le Conseil et la direction saluent les efforts déployés dans le RARI afin de comparer la performance des opérations du FIDA avec celle d'autres organisations, tout en prenant acte des difficultés que cela comporte.
56. Sur une autre question de méthodologie, les représentants font observer que les projets évalués dans le RARI sont plus anciens que ceux retenus dans le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE). Notant que les projets conçus à une époque antérieure avaient obtenu des notes d'évaluation plus faibles, il est reconnu que le FIDA a contribué à l'amélioration de ces projets durant l'exécution. La direction fait remarquer qu'il n'est pas toujours possible, en cours d'exécution, de rectifier les défauts au niveau de la conception et que des thèmes comme la concertation sur les politiques ne figuraient pas parmi les priorités de projets plus anciens. Il est par ailleurs souligné que l'importance de cette question ira en s'amenuisant au fur et à mesure que les évaluations porteront sur des projets plus récents.

57. Le Conseil préconise le renforcement de la collaboration entre IOE et la direction, dans une perspective d'harmonisation des méthodologies et de renforcement de la comparabilité des résultats entre le RARI et le RIDE.
58. Enfin, le Conseil d'administration, notant que le Canada cesserait de siéger au Comité de l'évaluation, et en application de l'article 11.1 du Règlement intérieur du Conseil d'administration, approuve la nomination de l'Allemagne pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'en avril 2015

E. Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) (point 6 de l'ordre du jour)

59. Le Conseil d'administration examine le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE), ainsi que les observations d'IOE y afférentes, et le Rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA (EB 2012/107/R.8 + Add.1 + Add.2). Le Conseil se félicite tant du rapport présenté et des observations formulées par IOE que des informations circonstanciées fournies au sujet des améliorations apportées, notant qu'il serait bon d'aborder ce point en parallèle avec le rapport d'assurance qualité.
60. Tout en prenant acte des signes encourageants présents dans le RIDE, les représentants incitent le FIDA à explorer d'autres voies afin de mieux mettre en évidence et de mieux illustrer ces résultats positifs auprès de publics externes, et encouragent l'élaboration de résumés succincts. Constatant les différences existant entre le RARI et le RIDE, plusieurs représentants demandent que les efforts soient multipliés afin de résoudre les questions d'ordre méthodologique et de faciliter la comparaison des rapports. Ils soulignent par ailleurs la nécessité de mettre en lumière, dans le RIDE, tant les raisons à l'origine des succès que les domaines où les objectifs n'ont pas été atteints.
61. Des informations complémentaires sont également fournies concernant l'engagement du FIDA auprès du secteur privé et les travaux en cours afin d'améliorer la concertation sur les politiques au niveau des pays. De plus, la direction met l'accent sur la corrélation entre les capacités des gouvernements en termes d'exécution et l'efficacité des projets du FIDA. Tout en prenant acte des préoccupations exprimées par IOE à propos des estimations dérivant d'extrapolations, la direction garantit au Conseil qu'elle a conscience du problème et que celui-ci est à l'étude.

F. Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) (point 7 de l'ordre du jour)

a) Ghana

62. Le Conseil d'administration examine et approuve le nouveau programme d'options stratégiques (COSOP) pour le Ghana et en salue la qualité, ce qui peut être attribué au fait qu'il a été conçu en mettant à profit une évaluation du programme de pays antérieur et à un engagement accru au niveau des partenariats et des processus dans le pays grâce à la présence du FIDA dans le pays. Le Conseil se félicite de la priorité accordée à l'efficacité et à l'efficacé par le biais d'une approche programmatique pour une reproduction systématique à plus grande échelle. Les membres du Conseil notent que, s'agissant de concertation sur les politiques, les objectifs paraissent ambitieux dans la mesure où les processus sous-jacents sont appuyés par le FIDA mais ne sont pas sous le contrôle de celui-ci. Les délibérations font apparaître le rôle crucial que le FIDA joue au Ghana, en dépit de ressources d'investissement relativement limitées. Dans ce contexte, le programme de pays offre d'excellentes perspectives de partenariat avec d'autres donateurs intervenant au Ghana afin d'améliorer l'efficacité de l'aide publique au développement au profit de l'agriculture paysanne.

b) Honduras

63. Le Conseil d'administration examine le programme d'options stratégiques axé sur les résultats pour le Honduras, qui est pleinement conforme au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 et aux stratégies gouvernementales. Les représentants au Conseil d'administration soulignent combien il est important que le FIDA renforce sa visibilité dans ce pays et insistent sur la nécessité de coordonner les efforts et le cofinancement avec d'autres organisations intervenant au Honduras. Ils insistent également sur la nécessité d'accorder une attention particulière aux questions liées au changement climatique et à l'environnement. Ils saluent la concertation sur les politiques associée à l'exercice de consultation réalisé dans le cadre du COSOP.

c) Nicaragua

64. Le Conseil d'administration examine le programme d'options stratégiques axé sur les résultats pour le Nicaragua, qui est pleinement conforme au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 et aux stratégies gouvernementales. Les représentants au Conseil d'administration recommandent que les questions liées au changement climatique et à l'environnement fassent l'objet d'une attention spéciale (en utilisant les fonds du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne). Ils soulignent également l'importance de la concertation sur les politiques, de concert avec les organisations à assise communautaire et les gouvernements locaux. Ils insistent enfin sur l'importance d'une collaboration solide entre les organisations ayant leur siège à Rome.

d) Niger

65. Le Conseil d'administration examine le programme d'options stratégiques 2013-2018 pour le Niger et en approuve les trois objectifs stratégiques: i) la production des petits producteurs agro-sylvo-pastoraux est durablement accrue et diversifiée; ii) les activités de post-production et de commercialisation de la production organisées par les petits producteurs agro-sylvo-pastoraux et le secteur privé sont améliorées; et iii) le capital social est renforcé pour améliorer la durabilité des institutions locales et des activités productives et commerciales. Durant la session, des précisions sont fournies concernant l'importance cruciale des relations entre le Niger et le Nigéria, en particulier pour ce qui est du commerce agricole, de l'élevage et de la gestion durable de l'eau. Des commentaires positifs ont été reçus et il est estimé que ces questions ont été dûment prises en compte dans le COSOP.

G. Ressources disponibles pour engagement (point 8 de l'ordre du jour)

66. Le Conseil d'administration examine le rapport concernant les ressources disponibles pour engagement et son additif (EB 2012/107/R.13) et approuve le recours additionnel au pouvoir d'engagement anticipé (PEA) à hauteur de 341,6 millions d'USD, notant que le PEA demandé constitue un plafond maximum et que la direction envisage que son utilisation effective puisse être inférieure. À cet égard, la direction fournira des informations actualisées au Conseil d'administration, à sa prochaine session, sur l'utilisation effective du PEA, sur la base des états financiers vérifiés pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2012. Par ailleurs, le Conseil d'administration autorise le Président à conclure des accords pour les prêts et dons approuvés par le Conseil à sa cent septième session, ainsi que pour ceux approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition.

H. Propositions de projet/programme présentées au Conseil d'administration (point 9 de l'ordre du jour)

67. Le Conseil d'administration examine les propositions de projet/programme ci-après.

a) Afrique de l'Ouest et du Centre

i) Bénin: Projet d'appui à la promotion de services financiers ruraux adaptés

Le Conseil d'administration examine la proposition de projet figurant dans le document EB 2012/107/R.14, ainsi que la copie de l'accord de financement négocié, et adopte les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Bénin un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à huit millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (8 750 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Bénin un don d'un montant équivalant à huit millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (8 750 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

ii) Burkina Faso: Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)

Le Conseil d'administration examine la proposition de projet figurant dans le document EB 2012/107/R.15 et adopte la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Burkina Faso un don d'un montant équivalant à trente-trois millions deux cent mille droits de tirage spéciaux (33 200 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

b) Afrique orientale et australe

Madagascar: Mémoire du Président: Programme de soutien aux pôles de microentreprises rurales et aux économies régionales – prêt supplémentaire

Le Conseil d'administration examine la proposition figurant dans le document EB 2012/107/R.17 et adopte la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de Madagascar un prêt supplémentaire à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à sept millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (7 300 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

La représentante des États-Unis informe le Conseil d'administration que, conformément à la législation des États-Unis, son pays ne peut adhérer au consensus dont fait l'objet le Programme de soutien aux pôles de microentreprises rurales et aux économies régionales à Madagascar.

c) Asie et Pacifique

i) Afghanistan: Projet d'élevage et d'agriculture communautaires

Le Conseil d'administration examine la proposition de projet contenue dans le document EB 2012/107/R.18 et adopte la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République islamique d'Afghanistan un don d'un montant équivalant à trente-sept millions six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (37 650 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

ii) Chine: Projet de développement agricole et rural dans le Yunnan

Le Conseil d'administration examine la proposition de projet figurant dans le document EB 2012/107/R.19, ainsi que son additif et la copie de l'accord de financement négocié, et adopte la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à trente millions quatre cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (30 450 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

d) Amérique latine et Caraïbes:

Guatemala: Mémoire du Président: Programme de développement rural durable dans le département du Quiché – prorogation du délai de signature de l'accord de prêt

Le Conseil d'administration examine la proposition figurant dans le document EB 2012/107/R.49 et approuve la prorogation de six mois – jusqu'au 15 juin 2013 – du délai de signature de l'accord relatif au prêt pour le Programme de développement rural durable dans le département du Quiché.

e) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

i) Gaza et Cisjordanie: Mémoire du Président: Programme de gestion participative des ressources naturelles – don supplémentaire

Le Conseil d'administration examine la proposition de projet contenue dans le document EB 2012/107/R.22 et adopte la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'Autorité palestinienne un don supplémentaire, libellé en diverses monnaies, d'un montant équivalant approximativement à un million neuf cent quarante-deux mille droits de tirage spéciaux (1 942 000 DTS), provenant du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions approuvées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-quinzième session, en décembre 2008.

Par ailleurs, certains représentants, rappelant que l'Organisation des Nations Unies a récemment reconnu à la Palestine le statut d'État observateur non membre, invitent le FIDA à se pencher sur le choix d'une terminologie adéquate à utiliser à l'avenir.

ii) Turquie: Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat

Le Conseil d'administration examine la proposition de projet figurant dans le document EB 2012/107/R.25 et adopte la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République turque un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à dix-sept millions neuf cent cinquante-cinq mille cent soixante-deux droits de tirage spéciaux (17 955 162 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République turque un don d'un montant équivalant à deux cent quatre-vingt mille droits de tirage spéciaux (280 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

I. Don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de Making Cents International pour le programme Transposition à plus grande échelle des interventions du FIDA visant à favoriser l'emploi des jeunes en milieu rural, dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (point 10 de l'ordre du jour)

68. Le Conseil d'administration examine les informations contenues dans le document EB 2012/107/R.26 et, après avoir reçu des informations complémentaires concernant la portée, les partenaires, les objectifs, la conception et la structure de décaissement, approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Transposition à plus grande échelle des interventions du FIDA visant à favoriser l'emploi des jeunes en milieu rural, dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord", accordera un don ne dépassant pas deux millions cinq cent mille dollars des États-Unis (2 500 000 USD) à Making Cents International, à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

J. Proposition de révision de dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

69. Le Conseil d'administration examine les révisions qu'il est proposé d'apporter à des dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI présentées dans le document EB 2012/107/R.50 et approuve les révisions proposées en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que la structure financière du don approuvé par le Conseil d'administration le 24 septembre 2012 par le biais de la procédure de défaut d'opposition dans le but de financer le Programme de développement de l'agriculture de conservation intégrée cultures-élevage pour l'intensification durable des systèmes céréaliers en Afrique du Nord et en Asie centrale sera modifiée, et que le don sera acheminé par l'intermédiaire de la Banque mondiale en sa qualité d'administrateur du Fonds du GCRAI, conformément au guichet de financement n.3 du Fonds du GCRAI;

DÉCIDE EN OUTRE: que la structure financière du don approuvé par le Conseil d'administration le 24 septembre 2012 par le biais de la procédure de défaut d'opposition dans le but de financer le programme relatif aux Mécanismes novateurs pour le développement de la filière de la viande bovine en Afrique australe sera modifiée, et que le don sera acheminé par l'intermédiaire de la Banque mondiale en sa qualité d'administrateur du Fonds du GCRAI, conformément au guichet de financement n.3 du Fonds du GCRAI.

K. Rapport de situation du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (point 12 de l'ordre du jour)

70. Le document EB 2012/107/R.27 contenant un rapport de situation du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire est présenté au Conseil d'administration pour information.

L. Activités prévues au titre des projets 2012-2015 (point 13 de l'ordre du jour)

71. Le document EB 2012/107/R.29 concernant les activités prévues au titre des projets 2012-2015 est présenté au Conseil pour information.

M. Questions financières (point 14 de l'ordre du jour)

a) Rapport sur la cent vingt-cinquième réunion du Comité d'audit

72. Le Conseil d'administration examine le rapport de la cent vingt-cinquième réunion du Comité d'audit (EB 2012/107/R.30) et prend note des informations qui y sont contenues.
73. La Liste A souligne l'importance des travaux réalisés par le Comité en vue de la mise en place d'un dispositif d'application du principe de responsabilité au FIDA. Elle dit par ailleurs attendre avec impatience l'examen, par le Comité d'audit, d'un document sur cette question à sa prochaine réunion, avant que ne soient présentées au Conseil d'administration une ébauche de projet et des informations actualisées sur ce thème à sa session d'avril 2013.
74. Le Conseil reçoit également des précisions concernant le processus d'attestation du contrôle interne, les activités de renforcement des capacités en matière d'audit et le processus d'audit des projets au FIDA.

b) Révision des Principes et critères en matière de prêts

75. Rappelant les travaux du Groupe de travail sur les conditions mixtes, le Conseil d'administration se penche sur la question de la révision proposée des Principes et critères en matière de prêt, telle qu'exposée dans le document EB 2012/107/R.31 et son rectificatif (à paraître sous la cote EB 2012/107/R.31/Rev.1).
76. Le représentant de la Suède, tout en prenant acte des efforts déployés afin d'aligner les produits de prêts proposés par le FIDA sur ceux offerts par l'Agence internationale de développement (IDA), regrette que cet alignement ne soit pas parfait et que des différences persistent quant aux critères d'admissibilité.
77. Le Conseil d'administration confirme que des prêts à des conditions mixtes seront proposés à un taux d'intérêt fixe de 1,25% plus une commission de service de 0,75% l'an, et la direction fournit des précisions concernant notamment le différé d'amortissement applicable aux prêts octroyés à des conditions ordinaires et l'approche adoptée en matière d'arriérés.
78. Le Conseil d'administration décide de recommander au Conseil des gouverneurs, à sa trente-sixième session, en février 2013, d'adopter le projet de résolution figurant dans le document EB 2012/107/R.31, aux termes duquel les Principes et critères révisés applicables aux financements du FIDA prendront effet immédiatement.
79. Par cette résolution, le Conseil des gouverneurs devrait également autoriser le regroupement des principes et directives adoptés conformément au document sur les Principes et critères en matière de prêts, en particulier ceux énumérés aux paragraphes 8 à 13 de l'annexe I du document EB 2012/107/R.31; celui-ci serait ensuite mis en ligne sur le site web public du FIDA.

c) Exposé de la Politique de placement du FIDA

80. Le Conseil d'administration approuve l'Exposé de la politique de placement du FIDA tel qu'il figure dans le document EB 2012/107/R.32 et prend note des informations complémentaires contenues dans les additifs 1 à 4. Par ailleurs, il accueille favorablement la demande avancée par le Comité d'audit, à savoir que l'examen annuel de l'Exposé de la politique de placement soit assorti d'un cadre de contrôle interne révisé, présenté au Conseil pour information, ou bien d'un document confirmant que l'Exposé de la politique de placement n'a fait l'objet d'aucun changement. À cet égard, le Conseil est informé que les modifications apportées à l'Exposé de la politique de placement n'ont pas trait au fond.
81. Notant le caractère spécifique du mandat du FIDA, le représentant de la Belgique invite le Fonds à envisager d'investir dans des opérations socialement et écologiquement responsables. Des informations additionnelles sont fournies concernant les placements du FIDA, notamment leur gestion et les directives en la matière. En réponse à une question sur l'état d'avancement de l'adoption du principe du flux de trésorerie durable, la direction fournit une brève mise à jour sur

ce point et informe les représentants qu'un document leur sera présenté lors de la prochaine session du Conseil.

d) Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2013

82. Le Conseil d'administration examine et entérine le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2013, tel qu'il est présenté dans le document EB 2012/107/R.33. Il note que, à la demande du Comité d'audit, le Bureau de l'audit et de la surveillance, lorsqu'il s'agira des tâches "qui restent à définir" pour 2103, accordera la priorité à l'examen des audits liés à la gestion du programme de dons et à la mesure de la performance institutionnelle. Par ailleurs, la direction a pris note du fait que le Comité d'audit souhaite obtenir un retour d'information sur l'audit relatif à la dépense extraordinaire pour l'actualisation de la réforme et est en train d'étudier la manière de satisfaire cette demande.

e) Question concernant le statut de créancier privilégié et le rééchelonnement des prêts

83. Comme il a été convenu à la cent sixième session du Conseil d'administration, le document EB 2012/107/R.34 intitulé Question concernant le statut de créancier privilégié et le rééchelonnement des prêts, est présenté au Conseil pour information.

f) Rapports de situation

i) Rapport sur l'état des contributions à la huitième reconstitution des ressources du FIDA

84. Le rapport sur l'état des contributions à la huitième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2012/107/R.35) est présenté au Conseil d'administration pour information.

ii) Rapport sur l'état des contributions à la neuvième reconstitution des ressources du FIDA

85. Le rapport sur l'état des contributions à la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2012/107/R.36) est présenté au Conseil d'administration pour information.

iii) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2012

86. Le document EB 2012/107/R.37 sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2012 est présenté au Conseil d'administration pour information.

N. Modalité d'hébergement du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (point 15 de l'ordre du jour)

87. Le Conseil d'administration donne son aval à la présentation, à la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs, du rapport sur la Modalité d'hébergement du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (EB 2012/107/R.38).
88. Bien qu'approuvant la soumission du document au Conseil des gouverneurs, la Liste A précise qu'elle n'en avalise pas le contenu dans la mesure où la question de la responsabilité éventuelle du FIDA, dans l'hypothèse de recours devant le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail sur la base de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice, n'y est pas abordée.

O. Trente-sixième session du Conseil des gouverneurs (point 16 de l'ordre du jour)

a) Bonnes pratiques applicables au processus de nomination du Président du FIDA

89. Le Conseil d'administration examine et approuve le document EB 2012/107/R.39 illustrant les bonnes pratiques applicables au processus de nomination du Président du FIDA. Tout en se félicitant de ce document, qui a été préparé avec le concours des Coordonnateurs et amis et en réponse à la requête avancée par le Conseil d'administration à sa cent sixième session, le Conseil recommande que le projet de résolution figurant en page 3 soit soumis au Conseil des gouverneurs en vue de son adoption.
90. En réponse à une question soulevée, le Conseil reçoit l'assurance que la réunion des membres avec les candidats se tiendra même dans l'hypothèse où un seul candidat à la présidence du FIDA est proposé.

b) Ordre du jour provisoire révisé de la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs

91. Passant ensuite au document EB 2012/107/R.40, le Conseil d'administration examine et approuve l'ordre du jour provisoire révisé de la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs. Il prend note des modifications apportées au document concernant: les bonnes pratiques applicables au processus de nomination du Président du FIDA; les demandes d'admission en qualité de membre non originaire présentées par Nauru, les Tuvalu et la République de Vanuatu; et la demande d'autorisation à regrouper les Principes et critères en matière de prêts, comme convenu au point 14 b) de l'ordre du jour. Le Conseil d'administration prend également note du programme provisoire des activités prévues pendant la session du Conseil des gouverneurs, tel qu'il figure dans le document EB 2012/107/INF.3.

P. Changement et réforme (point 17 de l'ordre du jour)

a) Rapport de situation – Changement et réforme: mise en œuvre

92. Le Conseil d'administration prend note du rapport (EB 2012/107/R.41) illustrant les mesures adoptées par la direction afin d'intensifier et de consolider le programme de changement et de réforme lancé en 2009 avec l'appui massif du Conseil, et se félicite des avancées réalisées à ce jour.
93. Des informations complémentaires sont fournies au Conseil à propos de la réponse apportée par la direction à l'enquête menée auprès du personnel du FIDA, et les représentants se félicitent de la clarté du plan d'action exposé. La direction fait également référence à l'audit des fonctions effectué au FIDA et au plan stratégique pour le personnel correspondant.

b) Rapport intermédiaire sur la dépense extraordinaire pour l'actualisation de la réforme

94. Le Conseil d'administration prend note du Rapport intermédiaire sur la dépense extraordinaire pour l'actualisation de la réforme (EB 2012/107/R.42). Il se dit par ailleurs satisfait d'apprendre que le rapport final sur cette question sera effectivement présenté au Conseil des gouverneurs en février 2014.

Q. Questions diverses (point 18 de l'ordre du jour)

a) Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2014

95. Le Conseil d'administration approuve les dates proposées pour les prochaines sessions du Conseil d'administration, telles qu'elles figurent dans le document EB 2012/107/R.43. La cent onzième session devrait se tenir jeudi 10 et vendredi 11 avril 2014; la cent douzième session jeudi 18 et vendredi 19 septembre 2014; et la cent treizième session lundi 15 et mardi 16 décembre 2014.

b) Procédure de négociation, de signature et d'approbation des accords et autres instruments juridiques du même ordre

96. Conformément à la requête avancée lors de sa cent sixième session, le Conseil examine le document EB 2012/107/R.44 concernant la procédure de négociation, de signature et d'approbation des accords et autres instruments juridiques du même ordre.
97. Dans leur déclaration, les membres de la Liste A demandent que tous les mémorandums d'accord et autres accords similaires soient soumis au Conseil d'administration pour approbation, conformément à l'article 8.2 de l'Accord portant création du FIDA. À l'issue des discussions tenues lors de consultations interlistes et afin de garantir la transparence, de limiter les contraintes bureaucratiques et de faciliter la logistique, la direction s'engage à présenter au Conseil d'administration, en avril 2013, un document codifiant les différents types de mémorandum d'accord et les procédures y relatives. Ce document sera préparé en mettant à profit les discussions tenues avec les Coordonnateurs et amis.

c) Demandes d'admission en qualité de Membre non originaire

i) Les Tuvalu

ii) République de Vanuatu

98. Passant ensuite aux documents EB 2012/107/R.45 et EB 2012/107/R.46, le Conseil d'administration examine les demandes d'admission des Tuvalu et de la République de Vanuatu en qualité de Membre non originaire du FIDA. Le Conseil d'administration recommande au Conseil des gouverneurs que les Tuvalu et la République de Vanuatu soient admis au Fonds en qualité de Membre non originaire, conformément aux projets de résolution figurant dans les documents respectifs.

d) Accord avec le Conseil du Fonds pour l'adaptation relatif au Projet d'agriculture intelligente face au changement climatique: améliorer les capacités d'adaptation des communautés rurales du Liban (AgriCAL)

99. Le Conseil d'administration, prenant acte des recommandations contenues dans le document EB 2012/107/R.47, autorise dûment le Président à contresigner l'Accord entre le Conseil du Fonds pour l'adaptation et le FIDA relatif au Projet d'agriculture intelligente face au changement climatique: améliorer les capacités d'adaptation des communautés rurales du Liban (AgriCAL).

e) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA

100. Tout en le remerciant pour les services rendus, le Conseil d'administration prend acte du départ de M. Marguccio, représentant élu du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA, avant de nommer Mme Donatienne Hissard (France) aux fonctions de premier membre suppléant pour le reste du mandat, qui prendra fin le 30 septembre 2013.

f) Procès-verbal de la cent sixième session du Conseil d'administration

i) Révision du procès-verbal de la cent sixième session du Conseil d'administration

101. Le Conseil d'administration adopte le procès-verbal de la cent sixième session du Conseil d'administration, tel que modifié dans le document EB 2012/107/R.51. La version finale du procès-verbal sera dûment mise en ligne sur le site web du FIDA.

ii) Révision du procès-verbal de la cent sixième session du Conseil d'administration (séance à huis clos sur le Mécanisme mondial)

102. Le Conseil d'administration adopte le procès-verbal de la séance à huis clos tenue lors de la cent sixième session du Conseil d'administration, tel que modifié dans le document EB 2012/107/R.52. Compte tenu de la nature confidentielle de ce procès-verbal, la version finale du document sera mise en ligne sur le site web du FIDA à accès restreint.

R. Clôture de la session

103. Après avoir fait la synthèse des délibérations, le Président prend un moment pour dresser le bilan des réalisations et des succès obtenus durant la période couverte par FIDA8. Grâce aux efforts de plaidoyer qu'il a déployés à l'occasion de forums internationaux, le FIDA est parvenu à faire prendre conscience, aux plus hauts niveaux – G8, G20, Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) et Comité de la sécurité alimentaire mondiale –, du potentiel considérable que détient l'agriculture paysanne et, partant, de l'importance de celle-ci en tant qu'entreprise. Le programme de prêts et dons mis en oeuvre durant FIDA8 a représenté près de 3 milliards d'USD, deux fois plus que celui de FIDA7, pour une valeur totale de 7,2 milliards d'USD si l'on tient compte du cofinancement provenant de sources externes. L'ambitieux programme de changement et de réforme a permis de consolider le Fonds, grâce notamment à la mise en place du modèle opérationnel du FIDA, à l'élargissement de la présence dans les pays, au renforcement des activités de gestion des savoirs, à un système de gestion financière plus robuste et à l'amélioration de la gestion des ressources humaines afin de garantir l'alignement des effectifs du Fonds sur les exigences stratégiques de l'organisation. À l'aube de FIDA9, l'organisation est bien placée pour atteindre l'objectif ambitieux fixé pour la période couverte par FIDA9, à savoir permettre à 80 millions de personnes de se libérer de la pauvreté. Le Président remercie le Conseil pour son appui constant et sa confiance, qui ont grandement contribué aux réalisations et progrès accomplis, et le personnel du FIDA pour son engagement infaillible en faveur de la mission du FIDA.



يُذَيِّقُ

**Delegations at the 107th session of
the Executive Board**

**Délégations à la cent septième session
du Conseil d'administration**

**Delegaciones en el 107^o período de
sesiones de la Junta Ejecutiva**

Executive Board — 107th Session
Rome, 12-13 December 2012

ALGERIA

Nourdine LASMI
Directeur de la Maintenance
et des Moyens
Ministère des finances
Alger

Karima BOUBEKEUR
Secrétaire
Représentant permanent suppléant de
la République algérienne démocratique
et populaire auprès des organisations
spécialisées des Nations Unies
Rome

ANGOLA

Carlos Alberto AMARAL
Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République d'Angola
auprès du FIDA
Rome

Simão PEDRO Ministre
Conseiller Ambassade de la
République
d'Angola
Rome

ARGENTINA

Gustavo O. INFANTE
Ministro
Representante Permanente Adjunto
de la República Argentina
ante la FAO, FIDA y PMA
Roma

BANGLADESH

Md. Mafizur RAHMAN
Economic Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the People's Republic
of Bangladesh to IFAD
Rome

BELGIUM

Marc HEIRMAN
Ministre Conseiller
Représentant permanent adjoint de
la Belgique auprès des Organisations
des Nations Unies
Rome

BELGIUM (cont'd)

Jos KALDERS
Conseiller agriculture
Direction générale coopération au
développement et aide humanitaire (DGD)
Service public fédéral affaires étrangères,
commerce extérieur et coopération au
développement
Bruxelles

BRAZIL

João Guilherme Rocha MACHADO
Deputy Secretary for International Affairs
Ministry of Planning, Budget and
Management
Brasilia, D.F.

Cláudia Angélica VASQUES SILVA
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Federative Republic of Brazil
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

CAMEROON

Médi MOUNGUI Deuxième
Conseiller Représentant
permanent adjoint
de la République du Cameroun
auprès du FIDA
Rome

CANADA

Ann Adair HEUCHAN
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Canada to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

CHINA

YE Jiandi
Director
International Department
Ministry of Finance
Beijing

ZHANG Lei Section Chief
International Department
Ministry of Finance
Beijing

CHINA (cont'd)

SUI Li
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

SHEN Zhihua
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

DENMARK

Maj HESSEL
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Denmark to IFAD
Rome

Diana Sofia MELCHIOR MANRIQUE DE LARA
Attaché
The Royal Danish Embassy
Rome

EGYPT

Magdi Anwar HASSANEIN
Minister Plenipotentiary
Head of the Agricultural Office
Alternate Permanent Representative
of the Arab Republic of Egypt
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

FINLAND

Merja Ethel SUNDBERG
Minister Counsellor
Permanent Representative
of the Republic of Finland
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
Rome

Inka RÄSÄNEN
Programme Officer
Embassy of the Republic
of Finland
Rome

FINLAND (cont'd)

Jenni HEIKKA
Intern
Embassy of the Republic
of Finland
Rome

FRANCE

Donatienne HISSARD
Conseillère
Représentante permanente adjointe
de la République française
auprès de l'OAA, PAM et FIDA
Rome

Cécile HUMBERT-BOUVIER
Conseillère économique
Adjointe au chef du Service
économique régional de Rome
Rome

GERMANY

Michael BAUER
First Counsellor
Alternate Permanent Representative of
the Federal Republic of Germany to IFAD
Rome

Kai RÖSLER
Intern
Permanent Representation of the
Federal Republic of Germany
Rome

GUATEMALA

Sylvia WOHLERS DE MEIE
Ministro Consejero
Encargado de Negocios, a.i.
Embajada de la República
de Guatemala
Roma

Nelson Rafael OLIVERO GARCÍA
Primer Secretario y Cónsul
Representante Permanente Alterno
de la República de Guatemala
ante los Organismos de las
Naciones Unidas
Roma

INDIA

Shobhana Kumar PATTANAYAK
Minister (Agriculture)
Alternate Permanent Representative of the
Republic of India to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

INDONESIA

Hari PRIYONO
Secretary-General
Ministry of Agriculture
Jakarta

Priyo ISWANTO
Minister
Deputy Chief of Mission
Embassy of the Republic
of Indonesia
Rome

Agus Prihatin SAPTONO Counsellor
for Multilateral Affairs Alternate
Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Hamim HAMIM
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Ade CHANDRADIJAYA
Head of Programme Cooperation Sub-division
Bureau of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Jakarta

Zulkifli ALI
Head of Sub-division
ASEAN Cooperation
Ministry of Agriculture
Jakarta

Elvie INDAYANI
Chief of Section
Operational Activities of the United Nations
Economic Development and Environmental
Directorate
Ministry of Foreign Affairs
Jakarta

ITALY

Stefania BAZZONI
Director
Service in charge of Multilateral
Development Banks (Office X)
Directorate General for International
Financial Relations (Directorate III)
Department of the Treasury
Ministry of Economy and Finance
Rome

Lucia SENOFONTE
Adviser
Service in charge of Multilateral
Development Banks (Office X)
Directorate General for International
Financial Relations (Directorate III)
Department of the Treasury
Ministry of Economy and Finance
Rome

Stefano MARGUCCIO
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Italian Republic to IFAD
Rome

JAPAN

Hideya YAMADA
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Japan to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Masaya KITAO
Counsellor
Financial attaché
Embassy of Japan
Rome

KUWAIT

Yousef Ghazi AL-BADER
Regional Manager for
Central Asian and
European Countries
Kuwait Fund for Arab
Economic Development
Kuwait City

LUXEMBOURG

Richard PHILIPPART
Attaché
Représentant permanent suppléant
du Grand-Duché de Luxembourg
auprès du FIDA
Rome

MEXICO

Miguel RUIZ CABAÑAS IZQUIERDO
Embajador
Representante Permanente de
los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

Emma Maria José RODRIGUEZ SIFUENTES
Ministro
Representante Permanente Alterno
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

Alan ROMERO ZAVALA
Segundo Secretario
Representante Permanente Alterno
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

NETHERLANDS

Gerda VERBURG
Ambassador
Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Ronald ELKHUIZEN
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

NETHERLANDS

Erlijne WISSELS Policy
Adviser International
Financial
Institutions Division
United Nations and International
Financial Institutions Department
Ministry of Foreign Affairs
The Hague

Eva van WOERSEM
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Remmert KEIJZER
Intern
Permanent Representation of the
Kingdom of the Netherlands to the
United Nations Organizations for
Food and Agriculture
Rome

NIGERIA

Yaya O. OLANIRAN
Minister
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

NORWAY

Jostein LEIRO
Ambassador
Permanent Representative of the
Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Per MOGSTAD
Senior Adviser
Royal Norwegian Ministry
of Foreign Affairs
Oslo

Tonje LIEBICH LIE
Second Secretary
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Norway to IFAD
Rome

NORWAY (cont'd)

Hanne JORSTAD
Intern
Royal Norwegian Embassy
Rome

PAKISTAN

Tehmina JANJUA
Ambassador
Permanent Representative of the
Islamic Republic of Pakistan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Zulfiqar Haider KHAN
Counsellor (Agricultural Affairs)
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Pakistan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Khalid MEHBOOB
Adviser
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Pakistan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

PORTUGAL

Ana BARRETO
Senior Officer
Department for Cooperation
and Institutions
Office for Economic Policy and
International Affairs (GPEARI)
Ministry of Finance
Lisbon

QATAR

Akeel HATOOR
Adviser
Embassy of the State
of Qatar
Rome

SAUDI ARABIA

Tareq AbdulKarim A. ALDRIWEESH
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Kingdom of Saudi Arabia
to FAO
Rome

SPAIN

Fernando CASTILLO BADAL
Jefe
Departamento de Cooperación Multilateral
Agencia Española de Cooperación
Internacional para el Desarrollo (AECID)
Madrid

Francisco CAPOTE
Primer Secretario
Embajada de España
Roma

SWEDEN

Erik JONSSON
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of Sweden
to IFAD
Rome

UNITED ARAB EMIRATES

Yousuf Mohammed BIN HAJAR
Deputy Director
Department of International Financial Relations
Ministry of Finance
Abu Dhabi

Obeid Ali Mirghani HASSAN
Coordinator for the United Nations
Food and Agriculture Agencies in Rome
Embassy of the United
Arab Emirates
Rome

UNITED KINGDOM

Neil BRISCOE
Ambassador
Permanent Representative of the
United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Elizabeth NASSKAU
First Secretary
Deputy Permanent Representative of
the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

UNITED KINGDOM (cont'd)

Kate BINNS
First Secretary
Alternate Permanent Representative of
the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

UNITED STATES

Clemence LANDERS
International Economist
Office of Multilateral
Development Banks
Department of the Treasury
Washington, D.C.

Christopher SHEPHERD-PRATT
Attaché
Alternate Permanent Representative
of the United States of America
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Gladys Francisca URBANEJA DURÁN
Embajadora
Representante Permanente de la
República Bolivariana de
Venezuela ante los Organismos
de las Naciones Unidas
Roma

Jean Piere MORET
Especialista de la Gerencia
de Cooperación Internacional
y Relaciones Multilaterales
Banco de Desarrollo Económico y
Social de Venezuela (BANDES)
Caracas

المراقبون

OBSERVERS
OBSERVATEURS
OBSERVADORES

COSOP's Deliberations¹:

GHANA

Nii QUAYE-KUMAH
 Minister Counsellor
 Alternate Permanent Representative of
 the Republic of Ghana to IFAD

Rome

HONDURAS

Mayra Aracely REINA de TITTA
 Ministro
 Representante Permanente Alterno
 de la República de Honduras
 ante los Organismos de las
 Naciones Unidas
 Roma

NICARAGUA

Junior Andrés ESCOBAR FONSECA
 Agregado
 Representante Permanente Alterno
 de la República de Nicaragua
 ante los Organismos de las
 Naciones Unidas
 Roma

NIGER

Amadou TOURÉ
 Ambassadeur
 Représentant permanent
 de la République du Niger
 auprès du FIDA
 Rome

¹ Pursuant to document EB 2002/77/R.12: Procedure for the Review of Country Strategic Opportunities Papers (COSOPS) by the Executive Board. Paragraph 15 (2) Process.

Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa cent septième session

Cote du document	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2012/107/R.1/Rev.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2012/107/R.1/Rev.1/Add.1 + Add.1/Rev.1	2	Calendrier de travail de la session
EB 2012/107/R.2 + Add.1 + Add.2	3	Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2013; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2013 et plan indicatif pour 2014-2015 d'IOE; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAEP
EB 2012/107/R.3	3	Rapport du Comité d'audit sur le programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2013, le programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2013 et le plan indicatif pour 2014-2015 d'IOE; et les rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAEP
EB 2012/107/R.4	4	Appui à la gouvernance du FIDA: mesures et plan de mise en œuvre pour accroître l'efficacité
EB 2012/107/R.53 ²	5 a)	Legal Opinion on the Question concerning the draft corporate level evaluation on efficiency
EB 2012/107/R.5	5 b) i)	Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la soixante-treizième session du Comité de l'évaluation
EB 2012/107/R.6	5 b) ii)	Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la soixante-quatorzième session du Comité de l'évaluation
EB 2012/107/R.7 + Add.1	5 c)	Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA évaluées en 2011
EB 2012/107/R.8 + Add.1 + Add.2	6	Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement
EB 2012/107/R.9	7 a)	Ghana: Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2012/107/R.10	7 b)	Honduras: Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats

² Document distribué en anglais seulement.

EB 2012/107/R.11	7 c)	Nicaragua: Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2012/107/R.12	7 d)	Niger: Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2012/107/R.13	8	Ressources disponibles pour engagement
EB 2012/107/R.14 + Sup.1 ³	9 a) i)	Bénin: Projet d'appui à la promotion de services financiers ruraux adaptés
EB 2012/107/R.15	9 a) ii)	Burkina Faso: Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)
EB 2012/107/R.16 ⁴ + Add.1	9 a) iii)	Mali: Mémoire du Président: Programme de microfinance rurale – prêt et don supplémentaires
EB 2012/107/R.17	9 b)	Madagascar: Mémoire du Président: Programme de soutien aux pôles de microentreprises rurales et aux économies régionales – prêt supplémentaire
EB 2012/107/R.18	9 c) i)	Afghanistan: Projet d'élevage et d'agriculture communautaires
EB 2012/107/R.19 + Add.1 + Sup.1 ⁵	9 c) ii)	Chine: Projet de développement agricole et rural dans le Yunnan
EB 2012/107/R.49	9 d)	Guatemala: Mémoire du Président: Programme de développement rural durable dans le département du Quiché – Prorogation du délai de signature de l'accord de prêt
EB 2012/107/R.22	9 e) i)	Gaza et Cisjordanie: Mémoire du Président: Programme de gestion participative des ressources naturelles – don supplémentaire
EB 2012/107/R.25	9 e) ii)	Turquie: Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat
EB 2012/107/R.26	10	Don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de Making Cents International
EB 2012/107/R.50	11	Proposition de révision de dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI
EB 2012/107/R.27	12	Rapport de situation du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire

³ Document distribué en français seulement.

⁴ Retiré de l'ordre du jour.

⁵ Document distribué en anglais seulement.

EB 2012/107/R.29	13	Activités prévues au titre des projets 2012-2015
EB 2012/107/R.30	14 a)	Rapport du président sur la cent vingt-cinquième réunion du Comité d'audit
EB 2012/107/R.31 + Corr.1	14 b)	Révision des Principes et critères en matière de prêts
EB 2012/107/R.32 + Add.1 + Add.2 + Add.3 + Add.4	14 c)	Exposé de la Politique de placement du FIDA
EB 2012/107/R.33	14 d)	Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2013
EB 2012/107/R.34	14 e)	Question concernant le statut de créancier privilégié et le rééchelonnement des prêts
EB 2012/107/R.35	14 f) i)	Rapport sur l'état des contributions à la huitième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2012/107/R.36	14 f) ii)	Rapport sur l'état des contributions à la neuvième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2012/107/R.37	14 f) iii)	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2012
EB 2012/107/R.38	15	Rapport sur la fonction du FIDA en tant qu'organisme d'accueil du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique
EB 2012/107/R.52 ⁶	18 f) ii)	Révision du procès-verbal de la cent sixième session du Conseil d'administration (séance à huis clos sur le Mécanisme mondial)
EB 2012/107/R.39	16 a)	Bonnes pratiques applicables au processus de nomination du Président du FIDA
EB 2012/107/R.40	16 b)	Ordre du jour provisoire révisé de la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs
EB 2012/107/R.41	17 a)	Rapport de situation – Changement et réforme: mise en œuvre
EB 2012/107/R.42	17 b)	Rapport intermédiaire sur la dépense extraordinaire pour l'actualisation de la réforme
EB 2012/107/R.43	18 a)	Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2014
EB 2012/107/R.44	18 b)	Procédure de négociation, de signature et d'approbation des accords et autres

⁶ Document

		instruments juridiques du même ordre
EB 2012/107/R.45	18 c) i)	Demande d'admission en qualité de Membre non originaire par les Tuvalu
EB 2012/107/R.46	18 c) ii)	Demande d'admission en qualité de Membre non originaire par la République de Vanuatu
EB 2012/107/R.47	18 d)	Accord avec le Conseil du Fonds pour l'adaptation relatif au Projet d'agriculture intelligente face au changement climatique: améliorer les capacités d'adaptation des communautés rurales du Liban (AgriCAL).
EB 2012/107/R.48	18 e)	Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA
EB 2012/107/R.41	18 f) i)	Procès-verbal de la cent sixième session du Conseil d'administration
EB 2012/107/INF.1		Arrangements pour la cent septième session du Conseil d'administration
EB 2012/107/INF.2		Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service
EB 2012/107/INF.3		Programme provisoire des activités de la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs
EB 2012/107/INF.4		Mémorandum d'accord relatif à la création d'un partenariat stratégique entre l'Union européenne et le Fonds international de développement agricole
EB 2012/107/INF.5		Suspension de l'envoi par télécopie des documents au Conseil d'administration et aux organes subsidiaires
EB 2012/107/INF.6		Accord de partenariat entre le FIDA et l'Agence française de développement
EB 2012/107/INF.7		Méthodes d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA9
EB 2012/107/INF.8		Initiative du FIDA pour promouvoir et internaliser l'innovation
EB 2012/107/INF.9 ⁷		Liste des documents pour la cent septième session du Conseil d'administration
EB 2012/107/INF.10		Dons, projets/programmes approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition

⁷ En anglais

Cote du document:	EB 2012/107/R.1/Rev.2
Point de l'ordre du jour:	2
Date:	12 décembre 2012
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F

Ordre du jour

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsable des questions techniques et de la transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent septième session
Rome, 12-13 décembre 2012

Ordre du jour

Comme cela a été communiqué au Conseil d'administration à sa quatre-vingt-seizième session, le président du Conseil – le Président du FIDA – a proposé l'adoption d'un certain nombre de mesures destinées à améliorer l'efficacité du Conseil d'administration.

Il a notamment été proposé que les points présentés pour information ne soient discutés durant une session du Conseil que si la direction l'estimait nécessaire ou si l'un des membres du Conseil le demandait expressément. Ces requêtes devraient être transmises par écrit au Secrétaire du FIDA trois semaines avant la session du Conseil.

Le calendrier de travail ne comprendra que les points de l'ordre du jour à discuter durant la session du Conseil (à savoir les points de l'ordre du jour présentés pour approbation, examen ou confirmation et les points de l'ordre du jour présentés pour information lorsque le Conseil a reçu une demande écrite en ce sens), et sera divulgué sur le site web du FIDA deux semaines avant la session.

Par souci de commodité, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil sera assignée à chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

A = pour approbation

I = pour information

E = pour examen

C = pour confirmation

Les représentants sont priés de noter l'article 6 du Règlement intérieur du Conseil d'administration relatif à la distribution des documents:

"... La limite de quatre semaines fixée pour l'envoi des documents présentés au Conseil d'administration à une session et auxquels celui-ci doit donner suite ne sera pas dépassée. Toutefois, si besoin est, des renseignements portant sur des questions qui n'appellent pas de décision de la part du Conseil, ou des renseignements supplémentaires concernant des projets, pourront être communiqués ultérieurement."

Ordre du jour

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour **[A]**
3. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2013; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2013 et plan indicatif pour 2014-2015 d'IOE; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAEP **[A]**
4. Appui à la gouvernance du FIDA: mesures et plan de mise en œuvre pour accroître l'efficacité **[A]**
5. Évaluation
 - a) Évaluation au niveau de l'institution sur l'efficacité – quelques constatations
 - b) Rapports du président du Comité de l'évaluation **[E]**
 - i) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la soixante-treizième session
 - ii) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la soixante-quatorzième session
 - c) Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) **[E]**
6. Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) **[E]**
7. Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) **[E]**
 - a) Ghana
 - b) Honduras
 - c) Nicaragua
 - d) Niger
8. Ressources disponibles pour engagement **[A]**
9. Propositions de projet/programme présentées au Conseil d'administration **[A]**
 - a) Afrique de l'Ouest et du Centre
 - i) Bénin: Projet d'appui à la promotion de services financiers ruraux adaptés
 - ii) Burkina Faso: Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)
 - b) Afrique orientale et australe

Madagascar: Mémoire du Président: Programme de soutien aux pôles de microentreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER) – prêt supplémentaire
 - c) Asie et Pacifique
 - i) Afghanistan: Projet d'élevage et d'agriculture communautaires
 - ii) Chine: Projet de développement agricole et rural dans le Yunnan
 - d) Amérique latine et Caraïbes

Guatemala: Mémoire du Président: Programme de développement rural durable dans le département du Quiché – Prorogation du délai de signature de l'accord de financement

- e) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
 - i) Gaza et Cisjordanie: Mémoire du Président: Programme de gestion participative des ressources naturelles – don supplémentaire
 - ii) Turquie: Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat
- 10. Don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de Making Cents International pour le programme Transposition à plus grande échelle des interventions du FIDA visant à favoriser l'emploi des jeunes en milieu rural, dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord **[A]**
- 11. Rapport du Président concernant les modifications qu'il est proposé d'apporter à des dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI **[A]**
- 12. Rapport de situation du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire **[I]**
- 13. Activités prévues au titre des projets **[I]**
- 14. Questions financières
 - a) Rapport de la cent vingt-cinquième réunion du Comité d'audit **[E]**
 - b) Révision des Principes et critères en matière de prêts **[A]**
 - c) Exposé de la politique de placement du FIDA **[A]**
 - d) Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2013 **[C]**
 - e) Question concernant le statut de créancier privilégié et le rééchelonnement des prêts **[I]**
 - f) Rapports de situation **[I]**
 - i) Rapport sur l'état des contributions à la huitième reconstitution des ressources du FIDA
 - ii) Rapport sur l'état des contributions à la neuvième reconstitution des ressources du FIDA
 - iii) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2012
- 15. Modalité d'hébergement du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification **[A]**
- 16. Trente-sixième session du Conseil des gouverneurs **[A]**
 - a) Bonnes pratiques applicables au processus de nomination du Président du FIDA
 - b) Ordre du jour provisoire révisé de la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs
- 17. Changement et réforme **[I]**
 - a) Rapport de situation – Changement et réforme: Mise en œuvre
 - b) Rapport intermédiaire sur la dépense extraordinaire pour l'actualisation de la réforme
- 18. Questions diverses
 - a) Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2014 **[A]**
 - b) Procédure de négociation, de signature et d'approbation des accords et autres instruments juridiques du même ordre **[E]**

- c) Demandes d'admission en qualité de Membre non originaire **[A]**
 - i) Tuvalu
 - ii) République de Vanuatu
- d) Accord avec le Conseil du Fonds pour l'adaptation relatif au Projet d'agriculture intelligente face au changement climatique: améliorer les capacités d'adaptation des communautés rurales du Liban (AgriCAL) **[A]**
- e) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA **[A]**
- f) Procès-verbal de la cent sixième session du Conseil d'administration **[A]**
 - i) Révision du procès-verbal de la cent sixième session du Conseil d'administration
 - ii) Révision du procès-verbal de la cent sixième session du Conseil d'administration (session à huis clos sur le Mécanisme mondial)